

Défection et refuge dans des ambassades, la situation se tend à Bujumbura

@rib News, 25/06/2015 – Source AFP A quatre jours d'Élections législatives, le deuxième vice-président du Burundi a fui le pays, appelant le président Pierre Nkurunziza à renoncer à briguer un troisième mandat alors que les violences repartent de plus belle à Bujumbura. Signe de cette tension à l'approche d'un scrutin controversé, quelque 200 étudiants qui campaient depuis le début de la contestation anti-Nkurunziza à l'extérieur de l'ambassade américaine et que la police voulait évacuer se sont, pacifiquement, réfugiés dans le complexe de la représentation diplomatique.

Selon des journalistes, l'explosion de deux grenades dans le centre de la capitale ont aussi fait au moins huit blessés, au lendemain d'une journée marquée par de nombreux tirs et explosions dans un quartier périphérique de Bujumbura, Musaga, foyer de la contestation. Sur France 24 mercredi soir, le deuxième vice-président du Burundi, Gervais Rufyikiri, a expliqué avoir quitté le Burundi parce qu'il n'était "plus capable de continuer à soutenir l'attitude du président de la République, sa volonté de conduire le peuple burundais sur la voie de l'illégalité". Il a aussi dit avoir "menacé" après ses prises de position contre une candidature du chef de l'État à la présidentielle du 15 juillet. Cette défection assombrit encore un peu plus le paysage politique au Burundi à l'approche d'Élections législatives que l'opposition n'exclut pas de boycotter et dont la communauté internationale demande le report compte tenu de la grave crise que traverse le Burundi depuis l'annonce fin avril de la candidature de Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et 2010, au scrutin présidentiel. En quittant le Burundi, M. Rufyikiri ajoute son nom à une longue liste d'opposants, journalistes, membres de la société civiles ou frondeurs du parti au pouvoir (Cndd-FDD) sous le coup de menaces et contraints de quitter le pays. Selon des proches, un autre ancien vice-président burundais, Bernard Busokoza, a lui aussi fui en Belgique mercredi. Des rumeurs persistantes à Bujumbura font également état d'une possible défection du président de l'Assemblée nationale sortante, Pie Ntavyohanyima, officiellement en Europe pour une réunion interparlementaire mais lui aussi ouvertement opposé au troisième mandat. Mais loin de se laisser ébranler par le départ du 2e vice-président, le camp présidentiel l'a salué d'un "bon débarras", le principal conseiller en communication du président, Willy Nyamitwe, suggérant même que M. Rufyikiri avait "trempé dans la tentative de putsch manqué" contre le président Nkurunziza mi-mai. - "Intimidations", "menaces" - Signe de la détermination de Pierre Nkurunziza à aller coûte que coûte aux urnes, le chef de l'État a lancé jeudi sa campagne présidentielle à Busoni dans la province de Kirundo (nord-est). Selon l'un de ses conseillers, le chef de l'État a été accueilli "par une foule immense, entre 10.000 et 15.000 personnes". Dans une lettre officielle, dont l'AFP a eu copie, M. Rufyikiri, réfugié en Belgique, a fustigé la fuite en avant de Pierre Nkurunziza, l'appelant une nouvelle fois à "retirer" sa candidature dans l'"intérêt du peuple burundais". Il a dénoncé les "intimidations" et "menaces" visant les opposants politiques et les membres de la société civile, en pointe contre le troisième mandat et contraints eux-aussi à "vivre dans la clandestinité ou à s'exiler". Il a aussi regretté les "sanctions" infligées jusqu'aux membres du parti au pouvoir, le Cndd-FDD, qui, comme lui, se sont opposés au troisième mandat. Considéré comme l'un des leaders des frondeurs du parti au pouvoir, qui ont contesté dès avril la candidature de Nkurunziza à un troisième mandat, M. Rufyikiri était aussi perçu comme l'un des grands intellectuels du régime au pouvoir au Burundi. Professeur d'université, très apprécié de la communauté internationale pour sa rigueur, il a été président du Sénat lors du 1er mandat de Nkurunziza de 2005 à 2010 avant de devenir 2e vice-président en charge des affaires économiques après la réélection du chef de l'État. Ces derniers mois, plus de 100.000 Burundais ont fui dans les pays voisins -- Rwanda, Tanzanie, République démocratique du Congo -- le climat présidentiel d'État de siège au Burundi. Les violences qui ont accompagné la contestation populaire ont fait au moins 70 morts, selon une ONG de défense des droits de l'Homme burundaise. Et la communauté internationale craint que le pays, qui se remet encore à peine de sa longue guerre civile (1993-2006) ne replonge dans des violences grandes échelles.